

EUROPA

DIX ANS D'EURO

40,3399

Raymond Klein

Lors de l'introduction de la monnaie européenne, qui ne connaissait pas par coeur sa valeur unitaire en francs luxembourgeois ? Le bilan de l'euro est mitigé, les perspectives assez sombres.

Il y a dix ans, naissait l'euro. Lors de la réception du Nouvel an de cette année, Jean-Claude Juncker n'a pas pu s'empêcher de le rappeler - et de rappeler qu'une fois de plus, lui, adepte de la monnaie unique, avait eu raison contre tous les sceptiques de l'époque. En effet, l'euro semble être une histoire à succès. Au point que l'agence d'information en ligne Euractiv titrait « L'euro a la cote dans le contexte de la crise » : la Pologne, l'Islande et le Danemark tenteraient de rejoindre au plus vite la zone euro. L'idée est qu'une monnaie forte a plus de chances d'attirer les investisseurs soucieux de sécurité par les temps qui courent. Hélas, le bilan de l'euro est bien plus mitigé que ne veut le reconnaître Juncker, et une partie des critiques avancées il y a dix ans ont conservé toute leur pertinence.

Mais en fait, l'euro a-t-il vraiment été introduit il y a dix ans ? Notons que le bénéfice le plus apparent de la monnaie unique, le fait de ne plus devoir faire le change avant le shopping du samedi à Trèves ou à Metz, est plus récent. Ce n'est qu'en 2002 qu'ont été introduits les nouveaux billets et pièces libellés en euros. On pourrait aussi avancer que la vé-

ritable date de naissance était le 1er novembre 1993, date d'entrée en vigueur du traité de Maastricht, instituant l'Union économique et monétaire (voir encart). Mais c'est bien le 1er janvier 1999 qu'ont été déterminés les taux de change des devises des 11 pays participants entre eux et par rapport à la monnaie commune. Ces taux sont restés gelés jusqu'à la substitution des devises nationales par l'euro.

Quelques réussites

A l'époque, les critiques faisaient feu de tout bois : les uns redoutaient une politique monétaire restrictive à l'image de celle de l'Allemagne, les autres mettaient en garde contre la spirale inflationniste au moment de l'introduction physique de l'euro - les acteurs économiques arrondissant les prix convertis vers le haut. Clairement, ce danger a été évité, mais le spectre du « Teuro » (jeu de mot allemand basé sur « teuer », cher) a continué à hanter les esprits. Or, l'inflation mesurée est restée faible jusqu'à récemment. Mais les hausses relativement plus importantes des biens de consommation courante ont donné l'impression d'un renchérissement général. Sans doute y a-t-il aussi eu des abus dans des secteurs où la consommation est spontanée - restaurants ou boutiques de souvenirs : en effet, un prix de quelques euros est ressenti comme moins élevé qu'aupa-

avant les prix à plusieurs chiffres dans des devises comme le franc ou la lire. Enfin, la perspective de baisses de prix grâce à la concurrence transfrontalière, annoncée par les promoteurs de la monnaie unique, ne s'est pas concrétisée de façon notable.

Sur les échanges transfrontaliers entre entreprises par contre, l'effet bénéfique de l'euro ne fait pas de doute, même s'il est difficile à évaluer. En effet, auparavant, par exemple, un commerçant français concluant un contrat avec un producteur allemand, risquait de voir ses frais augmenter - ou diminuer - à cause des fluctuations du cours du mark par rapport au franc. Il est vrai que ce risque était encadré par le système monétaire européen - sauf que de petites variations restaient possibles, et même des dévaluations massives, comme on put le voir lors de la crise du système en 1992. En introduisant des taux de change fixes à l'intérieur de la zone, dès son introduction virtuelle en 1999, l'euro a donc accéléré l'intégration économique des pays participants.

Par rapport au reste du monde, l'enjeu du taux de change n'était pas négligeable non plus. D'ailleurs au début, les pires cauchemars des critiques qui avaient craint une monnaie faible - surnommée « argent-espéranto » - semblent se réaliser. Introduit au cours de 1,18 dollars pour un euro, la devise européenne chute dès le début 1999 jusqu'à atteindre un taux de 0,8228 par rapport au dollar en octo-

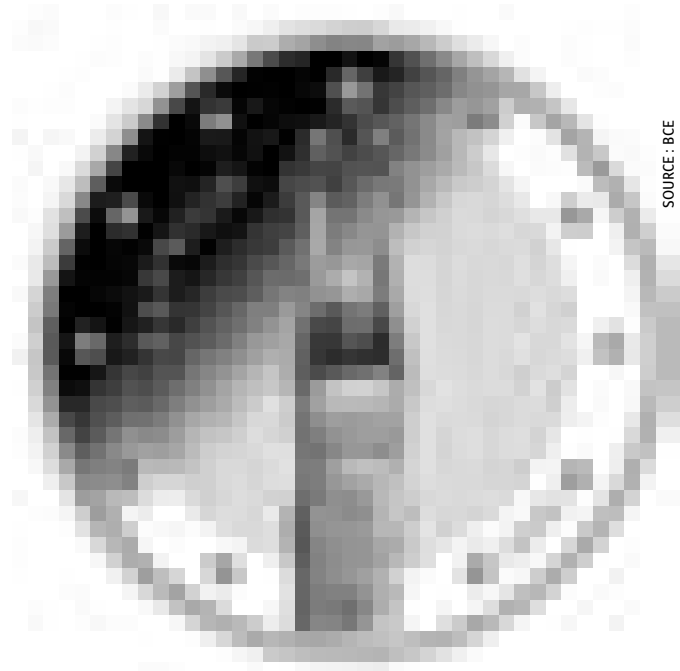
bre 2000. Mais ensuite, la remontée est tout aussi conséquente : la parité est atteinte en 2002, et à partir de 2004 le cours s'établit autour de 1,25 dollars pour un euro. Une des raisons de cette évolution sont les taux d'intérêt relativement élevés pratiqués par la Banque centrale européenne (BCE).

Les deux faces de l'euro fort

Les bénéfices économiques de cet « euro fort » sont multiples : taux d'emprunt sur les marchés financiers plus favorables, notamment pour les gouvernements, atténuation de la hausse du pétrole, qu'on continue à payer en dollars, et importations moins chères en général. Hélas, aux yeux de nombreux critiques, le succès de l'euro est une victoire à la Pyrrhus. En effet, il rend difficiles les exportations vers l'extérieur de la zone euro : les prix dans la devise du pays de destination ne sont souvent pas concurrentiels.

Ce n'est pas le seul problème d'une politique de l'euro fort. Le credo de la BCE, en pratiquant des taux élevés, est que l'objectif principal de la politique monétaire serait d'endiguer toute tendance inflationniste, et ce n'est qu'en face de la crise actuelle qu'elle s'est finalement décidée à une baisse massive de 0,75 points. Or, les banques centrales de pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne utilisent depuis longtemps les taux pour

Projet pour la pièce de deux euros lettone, représentant le Monument de la liberté, refusé par la Banque centrale pour des raisons techniques.



SOURCE: BCE

soutenir l'activité - les baissant durant les périodes de ralentissement économique et favorisant ainsi la relance. En zone euro par contre, la croissance stagne depuis presque dix ans.

Clairement, la politique rigide de la BCE est due à son adhérence à la théorie - ou faut-il dire l'idéologie ? - monétariste, héritée de la Bundesbank. L'obsession de la lutte contre l'inflation et les déficits publics ont accompagné l'introduction de l'euro et son parcours depuis 1999. Ainsi, les gouvernements européens n'ont pas pu réagir à la crise du début de la décennie en augmentant les dépenses publiques, autre moyen de relancer l'activité économique. En effet, le « pacte de stabilité » applicable à tous les membres de la zone euro prescrit des déficits budgétaires inférieurs à trois pour cent du PIB.

Ce pacte a tout de même été contesté. En 2002, le président de la Commission européenne Romano Prodi provoque un scandale en qualifiant le pacte de stabilité de « stupide ». Ensuite, en 2005, on en assouplit les conditions, sans remettre en question officiellement ses principes. Enfin, en novembre 2008, la crise mondiale fait voler en éclats les dogmes libéraux et monétaristes, et avec eux le pacte de stabilité.

Monnaie sans Etat

Les politiques monétaires et budgétaires menées au nom de la monnaie unique constituent donc un beau gâchis. Cependant, la plus grande faillite de l'euro n'est pas ce qu'on a fait en son nom, mais ce qu'on a omis de faire. En effet, l'idée avait été de relancer la dynamique européenne en introduisant une monnaie com-

mune, et d'aboutir à une intégration politique renforcée. Or, c'est justement dans le domaine de la coordination des politiques budgétaires et économiques - et du côté du social - que l'intégration n'a pas avancé depuis. Sur ce point, le débat autour de la Constitution européenne représente une occasion manquée, car les versions successives du traité constitutionnel n'ont apporté aucune amélioration décisive.

Lors d'une interview dans la revue Alternatives économiques en 2005, l'économiste Michel Aglietta revient sur l'introduction de l'euro : « C'était un pari sur la capacité des gouvernements à construire de nouveaux partages de souveraineté, nécessaires pour tirer tout le parti de la constitution d'une zone monétaire. » Il regrette l'absence de coordination économique et de mécanismes faisant converger les économies européennes. Cela conduirait à « une situation qui tend à maintenir et à accentuer les divergences entre les pays et où le seul mécanisme de régulation qui leur reste est de pratiquer la déflation compétitive en faisant baisser les salaires. Ce qui entraîne un effet récessif sur l'ensemble de la zone. »

Après avoir débarrassé l'euro du carcan monétariste, la crise, nécessitant la solidarité entre pays, permettra-t-elle aussi de faire aboutir le projet politique lié à la monnaie commune ? Un tel sursaut est possible, mais on peut tout aussi bien imaginer l'éclatement de la zone euro. Dans son interview de 2005, Aglietta a envisagé un tel scénario, où l'Europe serait confrontée à une récession majeure et aux tensions sociales subséquentes : « Les responsables politiques auraient besoin de récupérer à tout prix toutes leurs marges de manoeuvre. » Il faudrait alors que l'Union lance rapidement un projet convaincant de politique économique commune. En effet : « Il suffirait qu'un seul grand pays reprenne son indépendance monétaire et pratique massivement la dévaluation compétitive et l'UEM n'y résisterait pas. » Mourir à dix ans, quelle fin tragique pour l'euro !

Histoire politique d'une monnaie « apolitique »

1972 - Mise en place du « serpent monétaire », une tentative de réduire les fluctuations de change entre les monnaies européennes.

1979 - Le « serpent » se mue en « système monétaire européen » (SME), avec une monnaie fictive de référence, l'écu, couplé au mark allemand.

1989 - Inquiets par le poids de l'Allemagne suite à la Wiedervereinigung, les autres pays européens poussent à intensifier l'intégration européenne. Ils proposent notamment d'introduire une monnaie unique, impliquant l'abandon du mark.

1991 - Lors du sommet de Maastricht, la principale avancée en matière d'intégration concerne le domaine monétaire. 1993 - Après un référendum très serré en France et un double vote au Danemark, le traité de Maastricht finit par être ratifié. Il étend les compétences européennes en matière de justice et d'affaires étrangères et prévoit la libre circulation des capitaux et l'introduction de l'écu, rebaptisé euro deux ans plus tard.

1996 - Le gouvernement Kohl subit une forte pression politique parce qu'on lui reproche de « brader le mark ». L'Allemagne obtient de ses partenaires la mise en place d'un « pacte de stabilité et de croissance ».

1998 - Onze pays parmi les « Quinze » sont sélectionnés pour faire partie de la zone euro, dont l'Italie et la Belgique, bien qu'elles ne remplissent pas les critères du pacte. Seule la Grèce a été « recalée », la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark n'étant pas candidats. La mise en place de la Banque centrale européenne dégénère en une rixe franco-allemande autour de la nomination du président. On tombe d'accord sur Wim Duisenberg, qui devra démissionner en cours de mandat en faveur du candidat français Jean-Claude Trichet.

1999 - Naissance de l'euro - virtuel. Fixation et gel des taux de change.

2002 - Introduction des billets et monnaies libellés en euro.

2005 - A la demande de la France - et de l'Allemagne ! - les conditions du pacte de stabilité sont « assouplies ».

2008 - Face à la crise économique mondiale, sur proposition de la Commission européenne, la clause des trois pour cent de déficit budgétaire est suspendue. La Banque centrale européenne baisse son taux directeur de 0,75 points - la plus importante baisse de son histoire.

woxx

woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: woxx soc. coop. • Redaktion und Layout: Luc Caregari (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter (susanne.hangarter@woxx.lu), Jacqueline Hueber (jacquie.hueber@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), David Wagner (david.wagner@woxx.lu), Christiane

Walerich (christiane.walerich@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. Karikaturen: Guy W. Stoos • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • Druck: c. a. press, Esch • Einzelpreis: 1,75 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 75 € (Ausland zzgl. 28 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 35 € • Konto: CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Régie, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • Recherchefonds: Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxemburg • Büros: 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxemburg • E-Mail: woxx@woxx.lu • URL: www.woxx.lu • Tel. (00352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79